

1866.

allié. Jeté à corps perdu dans les bras d'un parti, il s'abandonne à lui et répudie tout appui étranger. Que les troupes françaises partent ! Que les Belges et les Autrichiens s'en aillent avec elles ! Quant à lui, il restera, groupant autour de son trône toutes les forces du parti conservateur, qui a si souvent contre-balancé l'influence des libéraux.

Il convoqua ses ministres et ses conseillers à Orizaba, pour agiter, dans une dernière et solennelle séance, les conditions nouvelles de l'Empire régénéré, épuré de toute intervention étrangère. C'est à cette conférence qu'il avait prié le maréchal de se trouver.

Dans une dépêche, communiquée au quartier général par le capitaine Pierron, l'Empereur s'exprimait ainsi :

« Aucune des démarches faites par moi ne peut autoriser qui que ce soit à croire que j'aie l'intention d'abdiquer en faveur d'aucun parti.

« L'appel fait au conseil d'Etat ainsi qu'aux ministres a précisément pour but de résoudre, conjointement avec eux, entre les mains de qui on doit laisser le pouvoir quand le moment d'abdiquer sera venu..... Je crois devoir rendre le pouvoir que j'ai reçu entre les mains de la nation qui me l'a donné et laisser toutes les questions d'origine et d'élection du nouveau gouvernement au libre arbitre de la nation.

« Mon seul devoir consiste donc à nommer une régence provisoire en attendant que la nation soit convoquée, à chercher à protéger les impérialistes et rien de plus.

Orizaba, 20 novembre.

D'après les conseils du général Castelnau et de M. Dano, le maréchal s'excusa de ne pas répondre à cette invitation ; pour motiver son refus, il fit prier le général Douay, qui était à quelques étapes de Mexico, de retarder son retour,

1866.

Conférences
d'Orizaba.
L'Empereur
Maximilien
se décide à rester
au Mexique.

et il écrivit à l'empereur Maximilien qu'il ne pouvait quitter la capitale, dont la garde lui était confiée, avant l'arrivée du général Douay, et sans être tranquilisé sur les mouvements militaires en cours d'exécution (18 novembre).

Dix-huit conseillers, dont quatre ministres, se rendirent à l'appel de l'Empereur. Les conférences s'ouvrirent le 26 novembre ; huit membres opinèrent pour l'abdication ; dix, pour le maintien de l'Empire ; neuf membres contre neuf furent d'avis que les ressources du pays étaient suffisantes et permettraient à l'Empereur de se soutenir sans appui étranger.

L'Empereur accepta ce dernier avis ; il fit annoncer cette détermination à Mexico et à Vera-Cruz, par le télégraphe, et adressa au pays la proclamation suivante :

« Des circonstances de grande importance relativement au bien-être de notre patrie, qui ont acquis une plus grande force par nos malheurs domestiques, avaient produit dans notre esprit la conviction que nous devons rendre le pouvoir que vous nous aviez confié.

« Nos conseils des ministres et d'Etat, convoqués par nous, opinèrent que le bien du Mexique exige encore que nous conservions le pouvoir, et nous avons cru devoir accéder à leurs instances en leur annonçant, en même temps, notre intention de réunir un congrès national sur les bases les plus larges et les plus libérales où tous les partis auront accès ; ce congrès déterminera si l'Empire doit subsister, et, dans le cas affirmatif, il promulguera les lois vitales pour la consolidation des institutions politiques du pays. Dans ce but, nos conseillers s'occupent actuellement de nous proposer les mesures opportunes, et l'on fera en même temps les démarches convenables pour que tous les partis se prêtent à un arrangement sur cette base.

« En attendant, Mexicains, comptant sur vous tous sans exclu-

1866.

sion d'aucune couleur politique, nous nous efforcerons de poursuivre, avec courage et constance, l'œuvre de régénération que vous avez confiée à votre compatriote. »

MAXIMILIEN (1).

Les autorités municipales firent sonner les cloches et pa-voiser les maisons. Par une communication officielle du 3 décembre, M. Lares informa les représentants de la France que l'Empereur était résolu « à conserver le pouvoir et à soutenir son gouvernement avec les seules ressources du pays. » Il demanda de nouveau la remise immédiate des troupes mexicaines et du matériel de guerre à la disposition exclusive du gouvernement mexicain.

Le 8 décembre, le maréchal, M. Dano et le général Castelnau se bornèrent à répondre par une note collective :

« Que, dans leur conviction, le gouvernement impérial serait impuissant à se soutenir avec ses seules ressources. Si pénible que ce dût être pour eux, et sans prétendre influencer en rien la décision finale, ils considéraient comme un devoir de le déclarer, en ajoutant qu'en l'état actuel des choses, la résolution suprême et généreuse, à laquelle l'empereur Maximilien paraissait vouloir s'arrêter il y avait un mois, eût seule permis de chercher une solution propre à sauvegarder tous les intérêts. »

Le maréchal Bazaine paraît ne s'être associé qu'à contre-cœur à cette déclaration officielle contre l'Empire ; le 29 novembre, il écrivait en effet au ministre de la guerre :

« Quant à moi, je fais tous mes efforts pour remonter le

(1) Tous les documents émanés de l'empereur Maximilien et de ses ministres, pendant cette intéressante période, sont écrits en espagnol ; nous n'en avons eu que des traductions, approuvées par le chef du cabinet du maréchal, mais dont plusieurs passages semblent cependant assez défectueux.

1866.

moral de l'Empereur, car, avec de la résolution, et surtout de la persistance dans la conduite des affaires, il peut maintenir sa situation dans le centre du pays ; les gouvernements précédents n'ayant jamais eu plus d'action, et beaucoup moins de moyens militaires. »

Il ne dissimulait pas à l'empereur Maximilien les périls de cette détermination ; depuis bien longtemps déjà, il l'avertissait de la trahison des préfets, du mécontentement et du peu de fidélité de l'armée ; il pensait que la convocation d'un congrès était une idée généreuse, sans doute, mais à laquelle aucun des partis ne s'associerait. Il croyait cependant que l'Empereur avait encore assez de forces dans le pays pour se retirer un jour plus honorablement, et trouver au moins une occasion de succomber glorieusement ; il lui répugnait de porter les mains sur ce trône élevé à tant de peine, et pour la consolidation duquel tant d'argent avait été dépensé, tant de sang français répandu ; si l'Empire devait être renversé, que ce ne fût pas l'œuvre de ceux mêmes qui l'avaient édifié !

« Nous aurions mauvaise grâce à susciter des embarras au pouvoir que nous avons contribué à élever. L'Empereur déclare qu'il se maintiendra avec ses seules ressources, il ne nous reste donc qu'à nous retirer le plus promptement. »

« Pour moi, écrivait-il encore, je ne pourrais que m'associer favorablement à la haute décision prise par l'empereur Maximilien ; malheureusement, ma confiance dans l'avenir, dans les hommes destinés à soutenir le trône impérial, dans les moyens que le gouvernement sera fatalement appelé à employer, dans les ressources financières et dans l'esprit du pays, n'est point aussi absolue que celle de Sa Majesté. Jusqu'au dernier moment, je soutiendrai de tout mon pouvoir une cause à laquelle se rattachent le nom et l'influence de la France.

« Je n'ai épargné, dans le passé, ni les conseils ni les avertisse-

ments. Tout récemment encore, je n'ai point caché à Sa Majesté qu'elle ne devait pas fonder grand espoir sur les moyens militaires qu'on lui offrait. J'ai exposé loyalement mon sentiment, mais je me suis cru, et je me crois encore obligé à donner mon appui moral, aussi bien que celui de mes troupes, au souverain dont les défaillances et les oscillations pouvaient, dans les circonstances actuelles, compromettre notre situation.

« Il faut avoir éprouvé toutes les inquiétudes que me causaient l'éloignement du 62^e de ligne et de toutes les troupes disséminées sur la surface de l'Empire, et la difficulté de les ramener à ma portée pour se rendre compte des ménagements que j'ai dû garder avec tous les partis (1). »

La connaissance, qu'il avait acquise du caractère mexicain, révélait au maréchal des difficultés, dont ne pouvaient se rendre aussi bien compte les personnes moins au courant que lui des hommes et des choses du pays. Il voyait le parti libéral se morceler en factions qui ne seraient pas assez fortes pour dominer la situation et garder le pouvoir; toutes garanties accordées par l'une ou l'autre de ces factions seraient illusoires, et il y aurait même quelque humiliation à les solliciter, au risque de s'exposer à un refus.

Les États-Unis ne se prêteraient à aucune des combinaisons que la France pouvait désirer; ils ne reconnaîtraient jamais d'autre gouvernement que celui de Juarez, et il n'était pas possible de traiter avec ce dernier qui, d'ailleurs, n'y consentirait probablement pas. Enfin, dans le désordre et l'anarchie qui suivraient une abdication, quel serait le sort des garnisons et des colonnes françaises encore éparses, encombrées de convois, n'ayant plus aucun appui dans le pays, débordées de tous côtés par des ennemis dont les moins irrités ne seraient pas les alliés de la veille?

(1) Le maréchal au ministre, 9 décembre.

Le maréchal différait d'opinion avec le général Castelnau; il commençait à trouver très-lourde la tutelle qui lui avait été imposée: « Je serai heureux de sortir d'une situation qui devient tous les jours plus pénible, sous bien des rapports, et qui affecte mon moral ainsi que mon énergie, par suite de la restriction apportée à toute initiative de ma part, quoique les instructions de l'Empereur, du 15 septembre, assurent que ma liberté d'action doit rester la même, ainsi que ma responsabilité vis-à-vis de S. M.; c'est assez difficile à concilier avec l'autorité de contrôle donnée à M. le général Castelnau... Je ne puis que m'incliner, mais il est dur de passer au second rang. » Le seul désir du maréchal était alors de partir au plus vite; il demandait au ministre d'envoyer sans retard tous les transports et promettait d'être prêt à s'embarquer au mois de février.

Peu de temps avant les conférences d'Orizaba, la frégate américaine, portant la mission Sherman et Campbell, était arrivée sur les côtes du Mexique. Le maréchal en avait été prévenu par une lettre de l'amiral Didelot, écrite de New-York. « L'aménité, l'esprit conciliant du général Sherman, ses bons sentiments pour la France » devaient faire espérer, disait l'amiral, que des relations pourraient « s'établir sur un pied facile et cordial. »

La Susquehannah s'était arrêtée à Tampico, et avait fait demander au commandant de l'escadre française quel accueil elle trouverait à Vera-Cruz. Le maréchal répondit qu'on accueillerait la frégate comme tout bâtiment de guerre d'une nation amie, et que, si le général Sherman désirait venir à Mexico, il serait reçu avec la dis-

tion due à son haut grade et la plus franche cordialité.

La frégate américaine arriva le 29 novembre à Vera-Cruz, par une tempête du Norte ; le commandant Cloué fit complimenter le général Sherman, mais celui-ci exprima l'intention de n'aller à Mexico que sur une pressante invitation du maréchal. Vraisemblablement, la mission américaine supposait l'empereur Maximilien parti ou près de partir ; elle croyait trouver une situation qui lui permit, sans entrer en conflit avec les Français, d'accord même avec eux, d'aider au rétablissement du gouvernement républicain. Il n'en était rien. Le préfet de Vera-Cruz venait, au contraire, de faire publier la dépêche annonçant la résolution de l'Empereur de rester au Mexique, et des réjouissances publiques célébraient cette nouvelle (1^{er} décembre). Les Américains comprirent qu'ils n'avaient qu'à se retirer ; en effet, dans la nuit du 2 au 3 décembre, la *Susquehannah* leva l'ancre sans avoir mis personne à terre.

L'empereur Maximilien fut profondément blessé de ces pourparlers engagés entre la France et les États-Unis, dans le but d'activer son départ et de régler sa succession (1).

Le général Castelnau et le maréchal avaient envoyé, le

(1) Une circulaire du gouvernement mexicain, datée du 10 décembre, en donne la preuve : « On a fait savoir à l'Empereur qu'entre le gouvernement français et celui des États-Unis, s'étaient nouées des négociations pour assurer une médiation franco-américaine, en vertu de laquelle on se promettait d'apporter un terme à la guerre civile qui désolait le pays ; et pour arriver à ce but on considérait comme indispensable que le gouvernement qui s'établirait sous cette médiation reprit la forme républicaine et s'inspirât des libéraux. Les espérances de notre gouvernement, qui étaient basées, en partie, sur une loyale et ferme alliance avec la France pour la consolidation de l'ordre actuel, se voyaient ainsi trompées. »

2 décembre, à l'empereur Napoléon une dépêche chiffrée ainsi conçue :

« L'empereur Maximilien paraît vouloir rester au Mexique, mais on ne peut y compter. L'évacuation devant être terminée en mars, il est urgent que les transports arrivent ; nous pensons que le régiment étranger doit être aussi embarqué ; quant aux officiers et soldats français détachés aux corps mexicains peut-on leur laisser la faculté de revenir ?

« Le pays est inquiet, la mission Campbell et Sherman arrivée devant Vera-Cruz, le 29 novembre, partie le 3 décembre, semble disposée à solution pacifique ; elle ne donne pas moins appui moral au président Juarez par la déclaration du gouvernement fédéral.

Signé : BAZAINE, CASTELNAU.

L'Empereur répondit :

« Rapatriez la légion étrangère et tous les Français, soldats et autres, qui désirent rentrer, ainsi que les légions autrichienne et belge, si elles le demandent (13 décembre).

Cette réponse fut portée officiellement à la connaissance du gouvernement mexicain par une communication du 19 décembre (1).

(1) Le gouvernement français se considérait, déjà depuis longtemps, comme délié des engagements du traité de Miramar ; il comptait sur l'abdication prochaine de l'empereur Maximilien, et cependant aucun contre-ordre n'avait été donné relativement à l'envoi au Mexique du 6^e bataillon de la légion étrangère. Le 5 novembre, cent trente hommes arrivaient par le *Rhône* ; un détachement de même force arrivait encore, le 11 décembre, par le *Panamá*. Il est difficile d'expliquer ces envois de troupes autrement que par une erreur dans la transmission des ordres de mouvement.